

de l'année 1980 à l'article 41.13 pour un montant de 11 700 000 francs et à l'article 41.24 pour un montant de 47 800 000 francs.

Art. 2. Notre Ministre de la Santé publique et Notre Ministre des Pensions, sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 9 janvier 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Santé publique,
L. DHOORE
Le Ministre des Pensions,
P. MAINIL

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 61 — 282

17 FEVRIER 1981. — Arrêté royal portant exécution des articles 33 et 34 de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de redressement du 10 février 1981, relative aux pensions du secteur social, notamment les articles 33 et 34;

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 54, alinéa 3;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1960 de réformes institutionnelles;

Considérant qu'un paiement rapide des pensions nécessite une exécution immédiate des dispositions des articles 33 et 34 de la loi de redressement précitée qui produit ses effets le 1er janvier 1981 et qu'en conséquence l'invocation de l'urgence est justifiée;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1. Pour l'application de l'article 33 de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social, il y a lieu d'entendre par pension de retraite pour les deux tiers d'une carrière complète, la pension de retraite qui est accordée pour au moins autant d'années d'occupation en Belgique en qualité de travailleur salarié qu'il y a deux tiers des années prises en considération pour déterminer le dénominateur de la fraction exprimant l'importance de la pension acquise par année civile.

Lors de la fixation des années d'occupation en Belgique en qualité de travailleur salarié, énoncées à l'alinéa précédent et sans préjudice des dispositions des §§ 2 et 3, il convient de tenir compte du nombre d'années supplémentaires, reconnues en application de l'article 11bis de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, inséré par l'article 7 de la loi du 27 février 1976, et des périodes prises en considération pour les prestations dans le régime des travailleurs salariés en vertu d'une disposition légale ou réglementaire.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté royal n° 50, du 24 octobre 1967, *Moniteur belge* du 27 octobre 1967.

Loi du 10 février 1981, *Moniteur belge* du 14 février 1981.

het krediet uitgetrokken op dezelfde begroting voor het jaar 1980 op artikel 41.13 voor een bedrag van 11 700 000 frank, en op artikel 41.24 voor een bedrag van 47 800 000 frank.

Art. 2. Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 9 januari 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Volksgezondheid,
L. DHOORE
De Minister van Pensioenen,
P. MAINIL

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 81 — 282

17 FEBRUARI 1981. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de artikelen 33 en 34 van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector, inzonderheid op artikel 33 en 34;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overloevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 54, derde lid;

Gelet op de hoogdringendheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat een vlotte uitbetaling van de pensioenen een onmiddellijke aanpassing vereist van de bepalingen van de artikelen 33 en 34 van de evengenoemde herstellwet die uitwerking heeft op 1 januari 1980 en dat derhalve het invoeren van de hoogdringendheid gewettigd is;

Gelet op de hoogdringendheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van het artikel 33 van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector dient « onder rustpensioen voor de twee derden van een volledige loopbaan » te worden verstaan, het rustpensioen dat toegekend wordt voor ten minste zoveel jaren van tewerkstelling in België als werknemer, als er twee derden van het aantal jaren zijn die in aanmerking worden genomen voor het vaststellen van de noemer van de breuk die de grootte aanduidt van het per kalenderjaar verworven pensioen.

Bij de vaststelling van de invorig lid genoemde jaren van tewerkstelling in België als werknemer moet onder voorbehoud van het bepaalde in §§ 2 en 3 rekening worden gehouden met het aantal toegevoegde jaren, erkend bij toepassing van artikel 11bis van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overloevingspensioen voor werknemers, ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 27 februari 1976, en met de periodes, die krachtens enige wettelijke of reglementaire bepaling in aanmerking worden genomen voor prestaties in de werknemerspensioenregeling.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 27 oktober 1967.

Wet van 10 februari 1981, *Belgisch Staatsblad* van 14 februari 1981.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du paragraphe précédent, pour la fixation des deux tiers d'une carrière complète, on ne tient pas compte des périodes, pour lesquelles le bénéfice du régime de pension prévu par l'arrêté royal n° 50, est obtenu en application de l'article 3ter de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, inséré par l'article 2 de l'arrêté royal du 21 décembre 1970, ni des périodes, pour lesquelles l'épouse divorcée, non remariée, qui obtient le bénéfice du régime de pension des travailleurs salariés en application de l'article 75 de l'arrêté royal précité du 21 décembre 1967, modifié par l'article 1er de l'arrêté royal du 12 mai 1975, prétend à une pension calculée sur base de 62,5 p.c. du salaire de son ex-époux.

§ 3. Pour la période postérieure au 31 décembre 1954, il n'est tenu compte que des années au cours desquelles l'intéressé a été occupé, en qualité de travailleur salarié, pendant au moins 285 jours de 6 heures au moins par jour.

Chaque jour d'une période d'occupation non effective, prévue au § 1er, alinéa 2, est censé correspondre à un jour d'au moins 6 heures d'occupation en qualité de travailleur salarié.

Art. 2. Pour l'application de l'article 34 de la loi de redressement du 10 février 1981 précitée, il y a lieu d'entendre par pension de survie pour les deux tiers d'une carrière complète, la pension de survie qui est accordée sur base d'une pension de retraite satisfaisant aux conditions de l'article 1er du présent arrêté.

Art. 3. § 1. S'il s'agit d'une pension de retraite ou de survie ayant pris cours avant le 1er juillet 1981 et si son montant atteint au moins les 7/10 du minimum visé aux articles 33 et 34 de la loi de redressement du 10 février 1981 précitée, les dispositions visées à l'article 1er, §§ 2 et 3 ne sont pas applicables.

Pour la détermination du montant de pension visé à l'alinéa précédent, il n'est pas tenu compte des réductions et des limitations dont question à l'article 4, § 1 du présent arrêté.

§ 2. Lorsque la pension de survie a été accordée conformément à la législation émise accordée conformément à la législation en vigueur avant le 1er janvier 1962, elle est censée être accordée pour une carrière complète du mari défunt si elle a été fixée au taux complet; si la pension de survie a été diminuée d'1/4 ou de la moitié, la carrière n'est censée représenter que les 3/4 ou la moitié d'une carrière complète.

Art. 4. § 1. Les dispositions légales et réglementaires qui donnent lieu à une réduction ou à une limitation des pensions octroyées à charge du régime de pension pour travailleurs salariés sont également applicables au montant du minimum garanti.

§ 2. L'application des articles 33 et 34 de la loi de redressement du 10 février 1981 précitée ne peut avoir pour effet d'augmenter les montants de pension fixés par application de :

1° l'arrêté royal du 28 juin 1971 modifiant les arrêtés royaux des 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant le statut de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins navigant sous pavillon belge, 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers, 30 juillet 1957, portant règlement général du régime de retraite et de survie des employés et 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pension de retraite et de veuve;

2° l'arrêté royal du 15 décembre 1978 modifiant l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pension de retraite et de veuve.

Art. 5. Les dispositions des articles 33 et 34 de la loi de redressement du 10 février 1981 précitée sont appliquées d'office par la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie aux pensions ayant pris cours avant le 1er juillet 1981, pour autant que la demande de pension ait fait l'objet d'une décision administrative notifiée avant la date de publication du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1981.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van vorige paragraaf wordt voor het vaststellen van de twee derden van een volledige loopbaan geen rekening gehouden met de periodes waarvoor het genot van de pensioenregeling bepaald bij het koninklijk besluit nr. 50 bekomen wordt bij toepassing van artikel 3ter van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, ingevoegd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 21 december 1970, noch met de periodes waarvoor de niet hertrouwde uit de echt gescheiden echtgenote die het genot van de pensioenregeling voor werknemers bekomt bij toepassing van artikel 75 van genoemd koninklijk besluit van 21 december 1967, gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 mei 1975, aanspraak heeft op een pensioen berekend op basis van 62,5 pct. van het loon van haar gewezen echtgenoot.

§ 3. Voor het tijdvak na 31 december 1954 wordt enkel rekening gehouden met de jaren tijdens welke de betrokkene gedurende ten minste 285 dagen van ten minste 6 uur per dag als werknemer werd tewerkgesteld.

Elke dag van een periode van niet daadwerkelijke tewerkstelling als voorzien in § 1, tweede lid, wordt geacht overeen te stemmen met een dag met ten minste 6 uur van tewerkstelling als werknemer.

Art. 2. Voor de toepassing van artikel 34 van even genoemde herstelwet van 10 februari 1981, dient onder overlevingspensioen voor de twee derden van een volledige loopbaan te worden verstaan het overlevingspensioen dat toegekend wordt op grond van een rustpensioen dat voldoet aan de bepalingen van artikel 1 van dit besluit.

Art. 3. § 1: Wanneer het gaat om een rust- of overlevingspensioen dat voor 1 juli 1981 is ingegaan en het bedrag ervan tenminste de 7/10 bereikt van het gewaarborgd minimum bedoeld bij de artikelen 33 en 34 van de herstelwet van 10 februari 1981, zijn de in artikelen 1, §§ 2 en 3 bedoelde bepalingen niet van toepassing.

Voor de vaststelling van het bedrag van het in het vorig lid bedoelde pensioen wordt geen rekening gehouden met de verminderingen en beperkingen als voorzien in artikel 4, § 1 van dit besluit.

§ 2. Wanneer het overlevingspensioen werd toegekend overeenkomstig de vóór 1 januari 1962 geldende wetgeving, wordt het verondersteld toegekend te zijn voor een volledige loopbaan van de overleden echtgenoot, indien het tegen het volledig bedrag werd vastgesteld; werd het overlevingspensioen met 1/4 of met de helft verminderd, dan wordt verondersteld dat de loopbaan slechts de 3/4 of de helft van een volledige loopbaan vertegenwoordigt.

Art. 4. § 1. De wettelijke en reglementaire bepalingen die aanleiding geven tot een vermindering of een begrenzing van de pensioenen toegekend ten laste van de werknemerspensioenregeling zijn eveneens van toepassing op het gewaarborgd minimum.

§ 2. De toepassing van de artikelen 33 en 34 van even genoemde herstelwet van 10 februari 1981 kan geen verhoging tot gevolg hebben van de bedragen der pensioenen, vastgesteld bij toepassing van :

1° het koninklijk besluit van 28 juni 1971 tot wijziging van de koninklijke besluiten van 24 oktober 1936 houdende wijziging en samenordering van de statuten van de Hulp- en Voorzieningskas voor zeevarenden onder Belgische vlag, 17 juni 1955 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders, 30 juli 1957 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden en 28 mei 1958 tot vaststelling van het statuut van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers inzake inrichting van de rust- en weduwenpensioenregeling;

2° het koninklijk besluit van 15 december 1978 tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 mei 1958 tot vaststelling van het statuut van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers inzake inrichting van de rust- en weduwenpensioenregeling.

Art. 5. De bepalingen van de artikelen 33 en 34 van even genoemde herstelwet van 10 februari 1981 worden van ambtswege toegepast door de Rijkskas voor Rust- en Overlevingspensioenen op de pensioenen ingegaan voor 1 juli 1981, indien over de aanvraag om pensioen een administratieve beslissing werd betekend voor de datum van bekendmaking van dit besluit.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1981.

Art. 7. Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 février 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Pensions,
P. MAINIL

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 81 — 283

4 FEVRIER 1981. — Arrêté royal fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la Protection de la Jeunesse

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 20 et 23 de la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'accord du Président de l'Exécutif de la Communauté française en date du 19 décembre 1980;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de notre Ministre de la Communauté française et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Exécutif,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans les limites du budget de la Communauté française, le Membre de l'Exécutif de cette Communauté, qui a la Protection de la Jeunesse dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre, peut accorder, aux conditions fixées par le présent arrêté, des subventions aux organismes, tant publics que privés, qui contribuent à la Protection de la Jeunesse et procurent à celle-ci une aide dans son milieu de vie.

Art. 2. Peuvent bénéficier de subventions les organismes qui remplissent les conditions suivantes :

— être constitués, s'ils sont privés, en association sans but lucratif ou, s'ils forment des associations de fait, s'être donné une dénomination et un règlement d'ordre intérieur qui excluent tout but de lucre et garantissent leur autonomie;

— être un centre public d'aide sociale dans le cas d'organismes publics;

— avoir leur siège dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

— avoir pour activité exclusive ou principale, s'ils sont privés, l'éducation de jeunes dans leur milieu de vie, notamment par l'organisation de services d'aide sociale et pédagogique dans les lieux qu'ils fréquentent ou par la gestion de centres d'accueil et d'hébergement exceptionnels et de courte durée qui favorisent leur autonomie en les maintenant dans la vie sociale;

— être dirigés par un conseil d'administration ou par un comité de gestion dont les membres ne font pas partie du personnel employé;

— disposer d'un personnel spécialisé ayant acquis une formation adéquate au but poursuivi;

— couvrir par une assurance au profit de leurs membres, de leur personnel et des jeunes qui leur sont confiés, la responsabilité civile à l'égard des tiers;

— tenir une comptabilité régulière qui permette un contrôle financier.

Art. 7. Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 februari 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Pensioenen,
P. MAINIL

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 81 — 283

4 FEBRUARI 1981. — Koninklijk besluit houdende de voorwaarden tegen dewelke toelagen verleend kunnen worden aan instellingen die aan de Jeugdbescherming medewerken

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 20 en 22 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op de goedkeuring van de Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap op datum van 19 december 1980;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van onze Minister van de Franse Gemeenschap en op het advies van onze Ministers die er in de Executieve overlegd hebben,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Binnen de grenzen van de begroting van de Franse Gemeenschap, kan het Lid van de Executieve van deze Gemeenschap, die de Jeugdbescherming onder zijn bevoegdheid heeft hierna Minister genoemd, toelagen verlenen onder de voorwaarden door dit besluit vastgelegd, aan instellingen, zowel openbaar als privé die aan de Jeugdbescherming medewerken en die aan deze een steun in haar leefmilieu verlenen.

Art. 2. Voor toelagen komen in aanmerking de instellingen die aan de volgende voorwaarden voldoen :

— opgericht zijn, als ze privaats zijn, als vereniging zonder winstoogmerk of, indien zij feitelijke verenigingen vormen, een benaming en een reglement van orde aangenomen hebben die elk winstoogmerk uitsluiten en hun autonomie waarborgen;

— in geval van publieke instellingen een publiek centrum van sociale bijstand zijn;

— hun zetel hebben in het Franse taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

— als uitsluitende of hoofdwerkzaamheid hebben als ze privé zijn de opvoeding van de jongeren in hun leefmilieu, inzonderheid door het organiseren van sociale en pedagogische hulpdiensten in de door hen bezochte plaatsen, of door het beheren van centra voor tijdelijke ontvangst en opvang waar hun zelfstandigheid in de hand wordt gewerkt met handhaving in de samenleving;

— onder leiding staan van een raad van beheer of een beheerscomité waarvan de leden niet tot het tewerkgestelde personeel behoren;

— beschikken over gespecialiseerd personeel met een opleiding die aan het gestelde doel beantwoordt;

— door een verzekering ten behoeve van hun leden, van hun personeel en van de hun toevertrouwde minderjarigen, de burgerrechtelijke aansprakelijkheid tussen deze onderling en tegenover derden dekken;

— een regelmatige boekhouding voeren die financiële controle mogelijk maakt.